

internationales et, conséquemment, créé des emplois au bénéfice de nos chômeurs. Au cours de la période électorale, le premier ministre a promis,—ce qui lui a valu de faire élire plusieurs de ses candidats,—qu'il agirait de façon à venir en aide aux industries des textiles et des lainages qui tirent de l'aile. Voilà un an et demi que le gouvernement est au pouvoir et rien n'a encore été réalisé. Il a présenté deux mesures commerciales restrictives mais ni l'une ni l'autre n'a procuré le moindre emploi aux ouvriers dans les industries des textiles et des lainages. Durant les dix-huit mois que le gouvernement a été en fonction, le nombre d'employés dans ces industries a plutôt diminué qu'augmenté. Durant cette période, les usines qui, sous la précédente administration étaient prospères, ont dû fermer leurs portes, soit qu'elles ont été obligées d'abandonner les affaires pour toujours, soit qu'elles aient quitté le Canada pour s'installer dans un autre pays. Les ouvriers de ces industries ont accordé leur suffrage au gouvernement actuel sur la foi de sa promesse qu'il adopterait des mesures législatives ayant pour effet d'empêcher cet état de choses. Il est clair que des mesures commerciales restrictives ne rendront pas à ces ouvriers leur emploi; ceux-ci s'attendent donc que le gouvernement déclare exactement ce qu'il se propose de faire au moyen de mesures législatives afin de tenir ses promesses à l'égard des ouvriers des industries des textiles et des lainages.

On peut avancer, à la décharge du gouvernement, que celui-ci a contribué à la convocation d'une réunion des ministres du Cabinet canadien et de leurs congénères américains au début du mois, afin d'y étudier les problèmes relatifs au commerce entre les deux pays. Les ministres canadiens ont dû être fort déçus de cette conférence. Les ministres des deux pays ont discuté durant neuf heures et il est à propos d'observer qu'ils en ont passé trois à débattre sur le libellé du rapport. Je ne m'en étonne nullement car on n'en est venu à aucune décision. Toutes les questions ont été remises à une prochaine conférence. Le rapport mentionne bien les problèmes, mais il ajoute qu'ils seront étudiés à la prochaine réunion.

Une autre réunion importante, en l'occurrence une conférence du Commonwealth, a eu lieu à Montréal à la fin de septembre. Le but, selon le *Financial Times* de Montréal, en était de discuter des problèmes d'intérêt commun "à un Commonwealth en expansion en une ère d'expansion". La fin de cette conférence faisait dire à l'*Express* de lord Beaverbrook qu'il s'agissait de "la conférence impériale la plus démoralisante qu'on ait jamais vue". Je dois admettre que je connais trop peu les conférences précédentes pour en

comparer les résultats. Cependant, que le compte rendu de l'*Express* soit ou non approprié, je pense qu'il est bon, et demeure bon, que les représentants des différents membres du Commonwealth se réunissent périodiquement pour discuter de questions d'intérêt commun. Même si la conférence de Montréal n'a trouvé de solution à aucun problème, je suis persuadé que les représentants des pays du Commonwealth ont appris à mieux se connaître, et qu'ils sont retournés chez eux avec une meilleure compréhension des problèmes communs aussi bien que des problèmes particuliers à chaque pays. Il m'a semblé, cependant, que notre gouvernement allait un peu loin en s'attribuant le mérite de l'abolition par la Grande-Bretagne de certaines restrictions aux importations à cette conférence. Si le gouvernement veut s'en arroger le mérite, je ne vais pas le contredire. Mais j'ai la conviction que l'abolition de ces restrictions à l'importation avait été décidée par le gouvernement britannique longtemps avant que ses délégués viennent au Canada. Ce n'est que la publication de cette décision qui a eu lieu au Canada.

Le gouvernement attribue aussi à cette conférence du Commonwealth la prétendue convertibilité annoncée par le Royaume-Uni. De nouveau, honorables sénateurs, je suis persuadé que le gouvernement va un peu trop loin. Le gouvernement canadien n'a rien eu à voir aux arrangements qui ont décidé de la convertibilité. De plus, la convertibilité en question n'est pas générale, mais strictement externe, ce qui existait déjà depuis assez longtemps. Cette convertibilité externe est interprétée par notre gouvernement comme signifiant un désir de la part des nations d'Europe occidentale d'assouplir les restrictions monétaires afin d'acheter plus de nos produits. Malheureusement, la difficulté qu'éprouvent les fabricants et producteurs canadiens à écouler leurs marchandises à l'étranger ne vient pas tant des restrictions monétaires que du contingentement de l'importation affectant une grande proportion de nos produits. La seule conséquence du communiqué officiel va être de décevoir les exportateurs canadiens, à moins que l'Angleterre et les autres pays d'Europe occidentale ne décident d'abandonner le contingentement de l'importation. Ce contingentement est le principal obstacle auquel se heurtent nos exportateurs.

Honorables sénateurs, il reste un autre point dont j'aimerais traiter brièvement. Je veux parler des mesures législatives que le gouvernement a présentées à la dernière session et qui touchent notre commerce. Ces mesures comportaient en fait des entraves comme celles que comportaient d'autres lois adoptées sous une administration conserva-